

## La charité bien ordonnée des Bronfman

*Pourquoi donc tous ces fumeurs de cigares philanthropes au sein du conseil d'administration de l'Orchestre symphonique ?*

Pierre Falardeau

À cheval donné, il faudrait peut-être commencer à regarder la bride. Sur le site de *The Andrea and Charles Bronfman Philanthropies Inc.*<sup>1</sup>, on apprend la façon dont le généreux milliardaire *canadian* Charles Bronfman s'est fait des amis parmi les supporters du NON ; ou, si on préfère, « *How Charles Bronfman turned naysayers into supporters*<sup>2</sup> »... Blague à part, voici ce que nous dit Bronfman :

Si vous approchez un gouvernement et dites : « voici une entente. Regardez ceci. Ça fonctionne ici, là, nous avons fait certains projets et ça fonctionne. Alors, pourquoi ne pas s'entendre sur une certaine base ? » Et alors vous commencez à négocier [...]. Nous avons été chanceux au Canada, le gouvernement fédéral est notre plus grand bailleur de fonds [...] parce que nous donnons quelque chose... nous avons pensé à quelque chose et prouvé que ça fonctionnait et ils disent : oui, ceci est important pour nous. » [...] Ensuite, c'est vrai, vous avez des gens qui sont de sacrés bons vendeurs qui leur vende. C'est comme n'importe quel autre projet dans le monde<sup>3</sup>.

Quels sont ces projets que Bronfman a mis sur pied et qui sont si importants pour le fédéral ? Au moment de sa création en 1986, *The Charles Rosner Bronfman Foundation* émet les deux principes au cœur de son action : « *The enhancement of Canadianism; and The unity of the Jewish people whose soul is in Jerusalem*<sup>4</sup>. » La Fondation indique : « *Thus, one of our goals became to provide young people with strong roots in their culture and ties to their heritage in order for them to have confidence in the future*<sup>5</sup>. » Bronfman encourage-t-il les jeunes Québécois à prendre confiance et à apprécier leurs

---

<sup>1</sup> Accueil du site *The Andrea and Charles Bronfman Philanthropies Inc.*, <http://www.acbp.net/> [consulté le 2 juin 2013].

<sup>2</sup> « About Us / Strategic Philanthropy », *The Andrea and Charles Bronfman Philanthropies Inc.*, <http://www.acbp.net/strategic-philanthropy.php> [consulté le 2 juin 2013].

<sup>3</sup> *ibid.* Traduction de l'auteur.

<sup>4</sup> « About Us / History », *The Andrea and Charles Bronfman Philanthropies Inc.*, <http://www.acbp.net/history.php> [consulté le 2 juin 2013].

<sup>5</sup> *ibid.*

racines culturelles ? NON. C'est bon pour les *Canadians* et les Israéliens, mais pas pour les Québécois et la Palestiniens :

Au Canada, le but est de favoriser l'essor du canadianisme. Les efforts pour développer un plus grand sentiment d'identité nationale sont orientés vers le soutien de deux organisations : *The McGill Institute for the Study of Canada*, et *Historica*, une nouvelle fondation dédiée à l'enseignement et l'apprentissage au sujet du Canada<sup>6</sup>.

À propos du premier projet, voici ce qu'on peut lire (en anglais seulement, puisque le français ne fait pas partie du renforcement du « *Canadianism* ») sur le site de l'honorable philanthrope :

*The McGill Institute for the Study of Canada* fut fondée en 1994. Il a pour mandat de faire la promotion d'une meilleure compréhension du Canada à travers l'étude de notre patrimoine ; développer une meilleure compréhension de l'avenir social, politique et économique du Canada ; identifier et explorer les bienfaits que nous offre une société pluraliste<sup>7</sup> [...].

Une meilleure compréhension de l'avenir social, politique et économique du Canada... On se doute de quelle compréhension il s'agit. Serait-ce celle de l'un de nos éminents sociologues québécois, Fernand Dumont ? Ou celle de l'un de nos éminents historiens québécois, Maurice Séguin ? NON. Aussi, pour parvenir à ses fins, la générosité de Bronfman devait logiquement passer par l'université privée anglophone de McGill. Pas par le réseau d'universités publiques du Québec. Pas même par un programme interuniversitaire pour au moins faire semblant.

Le deuxième projet nous donne une idée de ce qu'on a intérêt à comprendre – et ce que les historiens dont Bronfman finance les recherches ont intérêt à trouver : *The Historica Foundation of Canada* (qui, en 2009, fusionne avec *The Dominion Institute* pour devenir *The Historica Dominion Institute*, puis *Historica Canada*) est à l'origine des Minutes du Patrimoine qui ont mené au scandale du même nom<sup>8</sup>.

Dans *Le Devoir*, Alexandre Lanoix écrit au sujet de ces Minutes que :

---

<sup>6</sup> « The honourable Charles Rosner Bronfman, P.C., C.C., Biography », <http://www.nefca.org/2ndbroadwaypurimshpiel/Charles.pdf> [document pdf repéré le 2 juin 2013].

<sup>7</sup> « Core Investments / Operating Programs », *The Andrea and Charles Bronfman Philanthropies Inc.*, <http://www.acbp.net/institute-study-canada.php> [consulté le 1<sup>er</sup> juin 2013]. Traduction de l'auteur.

<sup>8</sup> Voir l'article de Mario Cardinal, « Les dérapages de l'information – L'affaire Lester, une affaire de déontologie ou de politique? », *Le Devoir*, 10 février 2005, <http://www.ledevoir.com/non-classe/74475/les-derapages-de-l-information-l-affaire-lester-une-affaire-de-deontologie-ou-de-politique> [consulté le 3 mai 2013].

[U]ne soixantaine d'épisodes ont été produits au coût d'environ 250 000 \$ chacun, pour un total de 15 millions de dollars. En 1998, les Minutes du patrimoine étaient vues par 23 millions de Canadiens chaque année et 46 heures de minutes étaient diffusées chaque semaine sur les chaînes de télévisions canadiennes. [...] Elles ont été présentées dans les salles de cinéma et à la télévision pendant environ dix ans. Il y a cependant un autre volet fondamental aux Minutes : l'enseignement de l'histoire dans les écoles. En effet, depuis la création de la fondation Historica, une pléthore de matériel, de documents et de ressources a été rendue disponible aux professeurs d'histoire du Canada. Les Minutes sont au cœur de ce matériel, mais Historica organise également divers événements auxquels elle invite les professeurs et les élèves à se joindre, en plus de financer des recherches en histoire dans tout le pays. En 2004, Historica a dépensé plus de six millions dans ses divers programmes. [...] Alors qu'on tente, par le nouveau programme, d'extraire le nationalisme des cours d'histoire en les vidant de leur contenu, on laisse la place libre à des organismes qui visent justement à produire du matériel faisant la promotion du nationalisme canadien<sup>9</sup>.

Ce qui en principe devrait être un organisme de bienfaisance devient dans les faits un *think tank* au service du nationalisme *canadian*. Voici ce que nous explique Richard Brouillette, à propos de cette stratégie fort répandue, dans son documentaire *L'encerclement – La démocratie dans les rets du néolibéralisme* :

Financés par des corporations et des grandes fortunes privées, les *think tanks* néolibéraux jouissent très souvent du statut d'organisme de bienfaisance. Leurs généreux donateurs ont ainsi droit à des dégrèvements fiscaux. Pourtant, selon la loi, les organismes de bienfaisance ne peuvent se livrer à des actions politiques. En 1989, Greenpeace s'est vu retirer son statut d'organisme de bienfaisance par le gouvernement canadien. L'Agence du revenu du Canada a conclu que l'ONG n'agissait pas toujours dans l'intérêt du public, en contribuant, par exemple, « à pousser des gens dans la pauvreté en réclamant la fermeture d'industries polluantes ». Par contre, aucun *think tank* néolibéral qui jouit du statut d'organisme de bienfaisance n'a jamais été ennuyé<sup>10</sup>.

Dans le cas de *Historica Canada*, la situation est plus grave encore, car il s'agit d'une échappatoire fiscale... subventionnée par l'État<sup>11</sup>. Ainsi, l'impôt des citoyens soutient les

---

<sup>9</sup> Alexandre Lanoix, « La fondation Historica, l'enseignement de l'histoire et le nation building », *Le Devoir*, 8 mai 2006, <http://www.ledevoir.com/non-classe/108617/la-fondation-historica-l-enseignement-de-l-histoire-et-le-nation-building> [consulté le 1<sup>er</sup> juin 2013].

<sup>10</sup> Richard Brouillette, « L'encerclement – La démocratie dans les rets du néolibéralisme », *Les films du passeur*, 2008.

<sup>11</sup> Parmi les « donateurs » gouvernementaux, on retrouve : *Canada Council for the Arts, Canadian Heritage, Citizenship and Immigration Canada, Parks Canada, Royal Canadian Mounted Police, Veterans Affairs Canada* et d'autres encore. *Historica Canada*, <https://www.historicacanada.ca/> [consulté le 28 octobre 2013].

déductions d'impôt de Bronfman et de ses amis. Par ailleurs, le scandale entourant les Minutes ne les ont pas tuées, loin de là : elles seront présentées dans les trains de *Via Rail Canada*, a-t-on appris récemment<sup>12</sup>. Ironiquement, *Historica Canada* organise aussi « La Journée Sir John A », ceci en l'honneur de John A Macdonald, un corrompu notoire ayant reçu des pots-de-vin de la compagnie ferroviaire *Canadian Pacific* pour financer sa campagne de 1872. Oui, au *Canada*, petit train va loin pour ceux qui ont le bras long.

L'affable milliardaire Charles Bronfman raconte comment lui est venue l'idée des Minutes du Patrimoine : « *If television can use 30 seconds or 60 seconds to persuade people that Cadillacs or cornflakes are interesting, couldn't we also use that short piece of time to persuade Canadians that their history is interesting? You tell me how to do it, and I'll fund it*<sup>13</sup>. » Ces propos rappellent précisément ce que dénonce le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz dans une entrevue accordée à Éric Desrosiers dans *Le Devoir* :

« L'accroissement des inégalités de revenus va de pair avec un accroissement des inégalités politiques. Notre démocratie s'en trouve déformée. » Cela s'observe, entre autres, selon lui, par la traduction parfois bien imparfaite du vote aux élections en nombre de représentants élus, par l'influence démesurée des pouvoirs de l'argent sur les médias [...] ainsi que par la redoutable efficacité de la droite à vendre ses idées. « Si on peut vendre des produits toxiques, comme la cigarette, qui tue des gens, on peut aussi vendre des idées toxiques [...] »<sup>14</sup>.

Voici donc à quoi pourrait ressembler une Minute désintoxiquée, c'est-à-dire qui porterait sur le patrimoine québécois vu par des Québécois (« vu d'en bas », comme disait Miron). Karine Massé raconte :

Suite aux élections de 1834 où les représentants du Parti patriote [NDLR : anciennement le Parti canadien] remportent la plupart des sièges de l'Assemblée, John Molson Junior réagit. Les Anglais se trouvaient privés d'une voix à l'Assemblée. Le 20 novembre, en tant que président du comité constitutionnel de Montréal, il écrit une lettre ouverte aux « hommes de descendance britannique ou irlandaise » en Amérique du Nord britannique. Le but essentiel de cette lettre était d'enrôler des partisans pour appuyer les Anglais du Bas-Canada, mais c'était également une réplique aux Quatre-vingt-douze Résolutions [NDLR :

---

<sup>12</sup> « CBC/Radio-Canada, NFB and The Historica-Dominion Institute available on-board VIA Rail trains », *CBC/Radio-Canada*, 11 mars 2013, <http://www.cbc.radio-canada.ca/en/media-centre/2013/03/11/> [consulté le 28 octobre].

<sup>13</sup> « Jews of the week : Sam and Charles Bronfman », *Jew of the Week*, s.d., <http://www.jewoftheweek.net/tag/canadian-jews/> [consulté le 1<sup>er</sup> mai 2013].

<sup>14</sup> Éric Desrosiers, « L'austérité, quelle idée toxique ! », *Le Devoir*, 13 avril 2013.

de Papineau et des patriotes]. [...] Molson est un loyaliste actif et en lien avec Peter McGill pour la défense des droits anglais. Ces deux hommes se fréquentent aussi au travail puisque Molson est administrateur de la Banque de Montréal depuis 1836 (jusqu'en 1853) et McGill en est, déjà à cette époque, le président (jusqu'en 1860)<sup>15</sup>.

Au terme du conflit, pendant que les patriotes croupissent à la Prison Pied-du-Courant et que douze d'entre eux passent à la potence, Molson peut tranquillement continuer à produire sa bière, à quelques pas de là. Après avoir vendu les Canadiens, la famille Molson achète le *Club* du même nom en 1957 et, avant chaque partie, s'assure de bien faire entendre l'hymne *canadian* et de bien faire voir le drapeau *canadian*. Molson a donc doublement raison de crier Youppi, puisqu'il a pu récupérer la mascotte du même nom quelques années après que Bronfman se soit départi des Expos<sup>16</sup>.

## Une affaire de famille

Qu'en est-il des autres membres de cette famille illustre ? En 2011, Edgar Bronfman Jr

a écopé de 15 mois de prison avec sursis et d'une amende qui équivaut à plus de 6,8 millions de dollars CAN pour diffusion d'informations fausses ou trompeuses sur les perspectives ou la situation d'un émetteur de 2000 à 2002, et pour manipulation de cours, en 2001<sup>17</sup>.

Ce n'était pas le premier démêlé de la famille Bronfman avec la justice :

---

<sup>15</sup> Karine Massé, « Molson, John (1787-1860) », s.d., <http://www.1837.qc.ca/1837.pl?out=article&pno=biographie60> [consulté le 1<sup>er</sup> mai 2013]. Éric Bédard écrit aussi : [...] la mentalité d'assiégés des dirigeants des milices loyales les rend très réticents à accepter des Canadiens français dans leurs rangs, peu importe qu'ils soient en profond désaccord avec les doléances des rebelles ou issus de l'aristocratie seigneuriale. Cette minorité arrogante et intolérante, formée entre autres par les Montréalais George Moffatt, Peter McGill et John Molson fils, ou les Québécois William Price et James Bell Forsyth, tous très engagés dans le commerce du bois et dans les transports, ou dans les milieux financiers, et tour à tour membres des Conseils législatif et exécutif, fondateurs des associations constitutionnelles de Montréal et de Québec dont la mission est de combattre les aspirations politiques de la majorité canadienne, fait donc écran aux doléances du Parti canadien. » Éric Bédard, *Les Réformistes*, Boréal, Montréal, 2009, p. 39.

<sup>16</sup> Charles Bronfman était le propriétaire majoritaire des Expos de Montréal de la fondation de l'équipe en 1968 jusqu'à la vente de 1990 à Claude Brochu.

<sup>17</sup> Marc Thibodeau, « Prison avec sursis et amende 6,8 millions pour Edgar Bronfman Jr », *La Presse*, 21 janvier 2011, [http://affaires.lapresse.ca/economie/medias-et-telecoms/201101/21/01-4362360-prison-avec-sursis-et-amende-68-millions-pour-edgar-bronfman-jr.php?utm\\_categorieinterne=traficdrivers&utm\\_contenuinterne=cyberpresse\\_BO4\\_la\\_2343\\_accueil\\_POS\\_1](http://affaires.lapresse.ca/economie/medias-et-telecoms/201101/21/01-4362360-prison-avec-sursis-et-amende-68-millions-pour-edgar-bronfman-jr.php?utm_categorieinterne=traficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_BO4_la_2343_accueil_POS_1) [consulté le 2 juin 2013].

Des accusations ont éventuellement menées à l'arrestation de Harry Bronfman pour tentative de corruption et subornation de témoins, mais il fut acquitté en 1930. Harry, de même que ces frères Allan, Abe et Sam, ont de nouveau fait face à la justice pour conspiration dans le but d'éviter de payer des droits de douanes, mais la cause fut abandonnée en 1935<sup>18</sup>.

Donc, si le présent des Bronfman peut nous sembler trouble, leur passé le pourra encore davantage. Ainsi, Larry Karson associe la famille au crime organisé<sup>19</sup> :

Al Capone, Frank Costello et d'autres gens du même acabit furent identifiées comme des figures du crime organisé, mais les familles de distilleries de Bronfman et Hatch, Sir Broderick Hartwell, Baronet de même que les directeurs de nombreuses distilleries britanniques furent aussi, bien que rarement identifiées en tant que telles, du « crime organisé ». Ces individus incarnaient une version col blanc du crime organisé, avec l'objectif d'atteindre la richesse et le confort matériel aux dépens de la loi<sup>20</sup>.

Similairement, Lyndon LaRouche (un personnage controversé lui-même) consacre tout un chapitre aux Bronfman dans le document *Dope inc.*, chapitre intitulé « *The Bronfman Gang* » :

Nous ne portons pas d'accusations de « culpabilité par association », mais nous prenons note du fait que la série d'entreprises « légitimes » des Bronfman apparues vers la fin de la prohibition sont indissociables de et interreliées avec des compagnies contrôlées par Keswick, Inchcape et d'autres importants trafiquants d'opium. Durant la même période, ces gentilshommes supervisaient ouvertement le trafic de drogue vers les États-Unis. Non seulement cette association continue à ce jour, mais elle est le pilier de l'empire Bronfman<sup>21</sup>.

Revenons à la philanthropie, puisque les fondations Bronfman pullulent. Sur le site de la *Brian Bronfman Family Foundation*, on peut lire ceci :

La Fondation prône l'utilisation de ses ressources pour soutenir les efforts créatifs ayant un impact pour améliorer la vie d'individus et de communautés, en réaction à des situations

---

<sup>18</sup> Larry Karson, American smuggling and British white-collar crime. A historical perspective. *Papers from the British Criminology Conference*, 2012, p. 32, [http://www.britisccrim.org/volume12/pbcc\\_2012\\_Karson.pdf](http://www.britisccrim.org/volume12/pbcc_2012_Karson.pdf) [consulté le 2 juin 2013]. Traduction de l'auteur.

<sup>19</sup> La compagnie *Sleeman* parle ouvertement de son passé criminel au temps de la prohibition dans ses publicités télévisées.

<sup>20</sup> *ibid.*, p. 36. Traduction de l'auteur.

<sup>21</sup> Lyndon LaRouche, *Dope inc. : Britain's opium war against the U.S.*, 1978, <http://www.whale.to/b/dopeinc.html> [repéré le 2 juin 2013], p. 280. Traduction de l'auteur.

spécifiques et en prévenant des problèmes potentiels. La Fondation mise sur la création d'une société paisible, non violente et équitable. Plus spécifiquement, elle offre du soutien dans les sphères d'intérêts suivantes : La paix ; La résolution de conflit ; Les droits de l'homme<sup>22</sup>.

Comme le fédéral, Brian veut avoir la paix, résoudre des conflits quitte à envoyer l'Armée (que ce soit au Québec ou en Palestine), nier les droits de certains peuples (que ce soit celui du Québec ou de la Palestine) sous le couvert de la protection des droits des individus, réagir à des « situations spécifiques » et prévenir « des problèmes potentiels » tels qu'un référendum sur la souveraineté du Québec ou l'adhésion de la Palestine au statut d'*État* non membre observateur des Nations Unies (statut auquel se sont opposés... le *Canada* et Israël).

Il existe également la *Claudine and Stephen Bronfman Family Foundation*. Claudine et Stephen donnent généreusement à l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM) de même qu'au *Quebec Liberal Party*<sup>23</sup>, deux institutions qui défendent le *statu quo* de façon réactionnaire. Même s'il affirmait récemment qu'il « n'aime pas trop faire de politique<sup>24</sup> », Stephen fut le président de la campagne de financement pour la course à la direction du parti libéral du Canada de Justin Trudeau. Tout en nuances, les Bronfman.

Edgar Bronfman Sr, lui, a convaincu le député du *Quebec Liberal Party* de la circonscription de D'Arcy McGee, Lawrence S. Bergman, de déposer, à l'Assemblée nationale du Québec, un projet de loi privé visant à modifier les fiducies de sa famille<sup>25</sup>. Comme quoi faire partie de la « version col blanc du crime organisé », c'est aussi changer les lois afin de rester légal. À l'Assemblée, les députés de l'opposition réagissent :

Dans un communiqué de presse publié hier, le député péquiste François Rebello affirme que la famille d'Edgar Bronfman Sr aurait bénéficié d'une décision anticipée de Revenu Canada pour transférer des actifs aux États-Unis en économisant 700 millions de dollars d'impôts. La décision anticipée, rendue par Revenu Canada en 1991 et critiquée par le

---

<sup>22</sup> Fondation de la famille Brian Bronfman, <http://www.bronfman.ca/fr/> [consulté le 2 juin 2013].

<sup>23</sup> « Donateurs Libéraux, réveillez-vous ! », *Réseau de Résistance du Québécois*, <http://donsliberaux.resistancequebecoise.org/> [consulté le 2 juin 2013].

<sup>24</sup> François Pouliot, « Ce que Bronfman pense du retour des Expos, de la langue et de Trudeau », *Les Affaires*, 24 avril 2013, <http://www.lesaffaires.com/blogues/francois-pouliot/ce-que-pense-bronfman-du-retour-des-expos-de-la-langue-et-de-trudeau/556696/2#.UgwBxZ199v9> [consulté le 14 août 2013].

<sup>25</sup> « Projet de loi n°205 : Loi concernant certains actes de donation de Samuel Bronfman », *Assemblée nationale du Québec* : <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-205-39-2.html> [consulté le 2 juin 2013].



vérificateur général du Canada en 1996, ne mentionne pas le nom de la famille en question<sup>26</sup>.

Malgré tout, les Bronfman reviennent à la charge quelques mois plus tard<sup>27</sup>. Leurs lobbyistes dans ce dossier sont les avocats Marie-Emmanuelle Vaillancourt et Michael D. Vineberg de la firme Davies Ward Philips & Vineberg, la même firme que représente Lucien Bouchard, lui qui préside le conseil d'administration de l'OSM aux côtés de la présidente déléguée Hélène Desmarais, la femme de Paul Desmarais Jr. Parmi les nombreux autres administrateurs de l'OSM, on retrouve également Barbara Bronfman et Jacqueline Desmarais – la veuve de Paul Desmarais Sr –, de même que Charles Sirois, cofondateur de la Coalition Avenir Québec (CAQ) et président du conseil d'administration de la *Canadian Imperial Bank of Commerce (CIBC)*. Sirois cautionne ouvertement le recours aux filiales étrangères<sup>28</sup>. D'ailleurs, la *CIBC* et *Carlyle Group* (dont Paul Desmarais Sr fut conseiller) ont investi conjointement dans les Bermudes en 2012<sup>29</sup>. André Pratte, éditeur en chef de *La Presse*, un journal appartenant aux Desmarais, a appuyé la CAQ à l'élection de 2012<sup>30</sup>. La boucle est bouclée dans un système totalisant, donc totalitaire. « Il faut renverser les monuments pour voir les vers qui grouillent », écrivait Pierre Vadeboncoeur...

Revenons maintenant à la circonscription de D'Arcy McGee, dont le porteur de ballon *Liberal* Lawrence S. Bergman est le quatrième député. Les électeurs de cette circonscription ont voté NON à 96% en 1995 et pour le *Quebec Liberal Party* à 87% en 2012 – malgré la forte odeur de corruption qui ne faisait que s'accroître sous leur règne. Lawrence S. Bergman a succédé à Robert Libman, élu en 1989 sous la bannière du *Parti égalité/Equality Party* (parti dont il est le chef et le fondateur) afin de militer pour la partition du Québec en cas de proclamation de souveraineté, pour l'abolition de la loi 101

---

<sup>26</sup> Vincent Brousseau-Pouliot, « Le projet de loi sur les fiducies d'Edgar Bronfman reporté à l'automne », *La Presse*, 9 juin 2011, <http://affaires.lapresse.ca/economie/quebec/201106/09/01-4407458-le-projet-de-loi-sur-les-fiducies-dedgar-bronfman-reporte-a-lautomne.php> [consulté le 2 juin 2013].

<sup>27</sup> « Les Bronfman récidivent avec leur loi privée », *Agence QMI*, 20 décembre 2011, <http://www.droit-inc.com/article6802-Les-Bronfman-recidivent-avec-leur-loi-privee> [consulté le 4 juin 2013].

<sup>28</sup> <http://tvanouvelles.ca/lcn/infos/national/archives/2012/05/20120528-201245.html>

<sup>29</sup> Barry Critchley, « Questions on CIBC role in Bermuda », *Financial Post*, 14 février 2012, <http://business.financialpost.com/2012/02/15/questions-on-cibc-role-in-bermuda/> [consulté le 10 juin 2013].

<sup>30</sup> André Pratte, « Pour la stabilité », *La Presse*, 31 août 2012, <http://www.lapresse.ca/debats/editoriaux/andre-pratte/201208/30/01-4569794-pour-la-stabilite.php> [consulté le 10 juin 2013]. Les journaux *The Globe and Mail*, *The National Post* et *The Gazette* ont également appuyé la CAQ à l'élection de 2012.



et contre la notion de société distincte pour le Québec<sup>31</sup>. À l'élection de 2012, Libman a invité la communauté anglophone à se rallier à la CAQ (décidément !). Robert Libman succédait à Herbert Marx, ministre de la Justice et responsable de la Protection des consommateurs et de la Déréglementation (*sic*), nommé en 1985 par Bourassa à qui il remettra sa démission pour protester contre la loi 178 et ce qu'elle protège de la Charte de la langue française suite à un jugement de la *Supreme Court of Canada*. Herbert Marx succédait à Victor Charles Goldbloom, nommé ministre responsable de la Régie des installations olympiques (RIO) en 1975 au moment où la gestion de la construction du Stade olympique est retirée à la ville de Montréal par le *Quebec Liberal Party* qui prend en charge le dossier et le conduit, avec l'aide de la firme Lavalin, au fiasco que nous connaissons<sup>32</sup>.

### **La *democracy* des riches<sup>33</sup>**

Pourquoi, à cheval donné, regarder la bride ? Pour mieux comprendre contre qui nous nous battons, avec nos tire-pois, pour une meilleure représentation populaire ; une représentation qui commence par la reconnaissance *politique* du peuple lui-même : le *peuple québécois* (expression tabou chez les Bronfman). Aussi pour mieux comprendre la raison pour laquelle, en vérité, on ne nous donne rien. Prenons l'exemple d'un simple citoyen, c'est-à-dire non-corporatif, qui écrirait une lettre à des représentants de son diffuseur public, Radio-Canada :

Dans une lettre qu'il adressera le 13 décembre 2004 à Robert Rabinovitch, président de la Société Radio-Canada, et à l'Honorable Liza Frulla, ministre du Patrimoine canadien, le citoyen [NDLR : et compositeur Gilles] Tremblay qualifiera de « véritable catastrophe » la création de la chaîne Espace musique et évoquera le « méli-mélo de dispersion mentale », la « mélasse culturelle » où ne subsistaient plus que « quelques oasis souvent placées aux moments de la journée les moins accessibles ». Il condamnera aussi la disparition des émissions littéraires et artistiques, le départ de commentateurs et de journalistes compétents et, en définitive, la « destruction d'un patrimoine précieux témoign[ant] d'une insensibilité artistique inconcevable et d'une ignorance notoire du milieu<sup>34</sup> ».

---

<sup>31</sup> Archives du *Parti Égalité/Equality Party* : <http://web.archive.org/web/20050306004602/www.equality.qc.ca/homefr.htm> [consulté le 4 mai 2013].

<sup>32</sup> Voir le site « La vraie vérité sur le Stade olympique de Montréal » écrit par l'ingénieur Claude Phaneuf, <http://www.stadeolympiquemontreal.ca/destruction-du-bassin-de-plongee.aspx>.

<sup>33</sup> Expression tirée du *Manifeste du FLQ*, 1970. Rappelons que les noms Molson, Desmarais et Bronfman y sont déjà dénoncés, parmi plusieurs autres.

<sup>34</sup> Daniel Turp, « Gilles Tremblay et le devenir musical du Québec : un homme d'idées, de convictions et de projet », *Les Cahiers de la Société Québécoise de recherche en musique*, vol. 12, n° 1-2, Montréal, 2012, p. 85.

Liza Frulla fut ministre du *Liberal Party of Canada* (mesures de guerre, rapatriement, commandites) et du *Quebec Liberal Party* (problèmes endémiques de corruption, collaboration au régime fédéral d'assimilation par le multiculturalisme). L'organisme dont elle est responsable en 2004, *Canadian Heritage*, fut fondé au lendemain du référendum de 1995 en tant qu'outil de propagande du *Canada*. Robert Rabinovitch, quant à lui, a été trésorier de *The Charles Rosner Bronfman Foundation* jusqu'à ce qu'il soit nommé président et *chief executive officer* de *CBC/Radio-Canada* en 1999. S'ajoutant à l'argent octroyé par *Canadian Heritage*, *The Charles Rosner Bronfman Foundation* a reçu des millions de dollars en subvention du Bureau d'information du Canada (BIC). Fort de se soutien, *The Charles Rosner Bronfman Foundation*, à travers *The Historica Foundation of Canada*, met sur pied les Minutes du Patrimoine offertes gratuitement au Réseau de l'information (RDI) et à Radio-Canada qui en sont les principaux diffuseurs. Rabinovitch vient tout juste d'entrer en poste à *CBC/Radio-Canada* lorsque la société d'État signe une entente secrète avec Gesca<sup>35</sup>, une filiale média (à la ligne éditoriale ouvertement fédéraliste) de *Power Corporation of Canada* qui a également commandité certaines Minutes du Patrimoine<sup>36</sup>. Il faut dire que l'honorable Charles Bronfman fut lui-même membre du *International Advisory Council of Power Corporation of Canada* de 1988 jusqu'à sa dissolution en 2005<sup>37</sup>.

Après avoir gonflé son compte de dépense de façon « pharaonique<sup>38</sup> », Rabinovitch quitte *CBC/Radio-Canada* en 2007, année où il devient *Member of the Board of Directors of the McGill University Health Center*. Bien sûr, il ne voit rien se tramer autour de Arthur Porter (ami de Philippe Couillard, chef du *Quebec Liberal Party*), lui qui fait l'objet d'un mandat d'arrestation de L'unité permanente anticorruption (UPAC) pour l'octroi irrégulier du contrat de construction de l'hôpital de McGill à SNC-Lavalin (ami du *Quebec Liberal Party* depuis 1975). Auparavant, de 1968 (année d'entrée au pouvoir de Trudeau) à 1986, Rabinovitch occupe plusieurs postes au sein du gouvernement du *Canada* : sous-secrétaire d'État, ministre des communications et secrétaire de cabinet du

---

<sup>35</sup> Réseau de Résistance du Québécois, « Lorsqu'un empire privé d'obédience fédéraliste met la main sur Radio-Canada », *AmériQuébec.net*, 10 avril 2008, <http://www.ameriquebec.net/actualites/2008/04/10-lorsqu%E2%80%99un-empire-prive-d%E2%80%99obedience-federaliste-met-la-main-sur-radio-canada.gc> [consulté le 2 juin 2013].

<sup>36</sup> *Power Corporation Canada* fait encore aujourd'hui partie des donateurs de *Historica Canada* par le biais de ses filiales *Great-West-Life*, *London Life* et *Canada Life*.

<sup>37</sup> « The honourable Charles Rosner Bronfman, P.C., C.C., Biography », *op.cit.*

<sup>38</sup> Patrick Lagacé, « Lettre au pharaon Rabinovitch », *La Presse*, 19 mars 2008, <http://www.lapresse.ca/debats/chroniques/patrick-lagace/200903/26/01-840519-lettre-au-pharaon-rabinovitch.php> [consulté le 29 octobre 2013].

*Privy Council Office*. Il a été vice-président exécutif et chef des opérations chez *Claridge Inc.* (une firme d'investissement fondée par Joseph Bronfman) de même qu'administrateur de la *Samuel and Saidye Bronfman Family Foundation* et du *Canadian Center of Architecture* (fondé par Phyllis Lambert, la fille de Samuel Bronfman). Rabinovitch indique :

Je crois que ce qui m'a directement remis en contact avec McGill fut de travailler avec les Bronfman pour leur don à la campagne de 1992-1993. J'étais du côté des Bronfman négociant la bourse pour le *McGill Institute for the Study of Canada* et j'ai redécouvert McGill et c'est parti de là<sup>39</sup>.

Rabinovitch a fait partie du *McGill University's board of governors*, d'abord comme simple membre (1997-1999), puis comme président (1999-2007)<sup>40</sup>.

Alors, quelle fut donc la réponse de Frulla et de Rabinovitch à Tremblay ? Il n'en reçut aucune. Monsieur Tremblay ne faisait pas partie du *McGill University's board of governors*. Il n'était pas l'honorable membre à vie du *Queen's Privy Council*. Il n'était pas invité à la table quand Charles Bronfman a dit : « *You tell me how to do it, and I'll fund it.* ». Les minutes à Bronfman, ça vaut des millions. Ça vaut le canal de diffusion royal, celui du diffuseur public. Et l'œuvre libre d'un artiste compositeur d'ici ? Ça ne mérite même pas qu'on en parle. Concluons que l'argent, il existe en masses ; simplement, il n'est pas destiné à percoler (*trickle-down economics*), mais il est accaparé pour servir la volonté politique des possédants aux dépens d'un peuple ignorant, comme à l'époque de John Molson et de Peter McGill. De l'Acte d'Union au NON c'est NON, ces gens imposent leur *veto* et freine le progrès social pour maintenir leurs privilèges de classes. Stephen Bronfman, de sa résidence de *Cape Cod* achetée aux Molson, peut ainsi déclarer au magazine *Forbes* : « *I like roots and continuity*<sup>41</sup> » sans que personne ne doute de sa sincérité.

## **Je me souviens**

Lorsque la Fondation Émile-Nelligan lui attribue le prix Serge-Garant en 1991, Gilles Tremblay décide de remettre les 25 000\$ qui lui sont attachés à la Société de musique

---

<sup>39</sup> Neale McDevitt, « Entre nous with Robert Rabinovitch, Chair of the McGill Board of Governors », *McGill Reporter*, 25 octobre 2007, vol. 40 no 5, <http://www.mcgill.ca/reporter/40/05/entrenous/> [consulté le 2 juin 2013]. Traduction de l'auteur.

<sup>40</sup> « Conseil d'administration – Profils », *Centre universitaire de santé McGill*, <http://muhc.ca/homepage/page/board-directors-profiles#top> [consulté le 2 juin 2013].

<sup>41</sup> Monte Burke, « The Other Bronfman », *Forbes*, 4 octobre 2006, <http://www.forbes.com/forbes/2006/0904/132.html?boxes=custom> [consulté le 4 mai 2013].

contemporaine du Québec (SMCQ). Dans son discours, il déclare : « [A]u moment où les commandes subventionnées par l'État sont de plus en plus insuffisantes [...], cette somme servira à créer le Fonds de commandes pour les compositeurs québécois<sup>42</sup>. » Un don désintéressé fait à un organisme à but non-lucratif et destiné à la création libre plutôt qu'à la pensée dirigée : voilà un réel exemple de générosité de la part d'un citoyen d'exception soucieux de sa communauté. OUI, je me souviens de me rafraîchir la mémoire quant à mon réel patrimoine. Et OUI, le peuple québécois doit s'offrir un pays, car charité bien ordonnée commence par soi-même.

Simon Martin

Montréal, octobre 2013 (révisé en novembre 2013)

[simon@simonmartin.ca](mailto:simon@simonmartin.ca)

---

<sup>42</sup> Daniel Turp, « Gilles Tremblay et le devenir musical du Québec : un homme d'idées, de convictions et de projet », *op. cit.*, p. 86.